

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 13/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TARANIS DU ROUVRAY

16 RUE GAILLON
75002 Paris

Références : UDRD-2026-05-T-199
Code AIOT : 0005801362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement TARANIS DU ROUVRAY implanté 15, Rue Désiré Granet 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 09/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour objet la vérification partielle des obligations de l'exploitant vis-à-vis du système d'échange de quotas de gaz à effet de serre (SEQE).

Le site est en effet soumis au SEQE pour son activité de combustion de combustibles. Le plan de surveillance (PdS) décrit de façon détaillée et exhaustive la manière dont le suivi en continu des émissions est assuré par l'installation soumise au SEQE. Les exploitants des installations soumises au SEQE bénéficient d'allocation de quotas gratuits pour la première sous-période de la quatrième période de ce système (2021-2025) sur la base de leurs niveaux d'activités historiques (2014-2018). Ces allocations sont toutefois dynamiques et revues chaque année, suivant les niveaux d'activité réellement effectués l'année précédente. Le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) sert de base à l'évaluation de ces niveaux d'activité par sous-installation, en précisant notamment les instruments ou les méthodes de mesure utilisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TARANIS DU ROUVRAY
- 15, Rue Désiré Granet 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005801362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise TARANIS DU ROUVRAY, filiale de la société IDEX INDUSTRIE, est un producteur d'énergie. Historiquement, il avait une activité de production de vapeur pour la papeterie voisine DS SMITH PAPER. Les installations de production de vapeur sont les chaudières 8 (au charbon), 10, 11 et 14 (au gaz). Cette activité de production de vapeur est arrêtée depuis octobre 2024.

L'entreprise conserve néanmoins son activité de production d'électricité. Elle dispose sur son site d'installations de production de vapeur et d'électricité (unité de cogénération y compris les chaudières 12 et 13 et leur turbine à vapeur et 32 moteurs au gaz naturel). Cette activité n'est pas continue. Elle dépend du marché de la capacité de production électrique.

La puissance thermique totale des installations est de 495,6 MW (classement sous la rubrique 3110). C'est donc un site relevant de la directive européenne dite "IED" dont le BREF principal est le BREF LCP.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des niveaux d'activité	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14	Sans objet
2	Système de contrôle	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration des émissions relative au SEQE est réalisée convenablement par l'exploitant. Elle a été validée par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration niveaux activité
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant déclare les niveaux d'activité de chaque sous-installation de l'année civile précédente conformément au règlement d'exécution (UE) 2019/1842 susvisé. [...] L'exploitant soumet la déclaration des niveaux d'activité vérifiée par un vérificateur et le rapport de vérification relatif à cette déclaration, établi conformément à l'article 27 du règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé avant le 15 mars sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées. La version la plus récente du plan méthodologique de surveillance approuvée par l'autorité compétente est également jointe à cette déclaration.
Constats : Compte tenu des activités du site (production de vapeur pour le site voisin DS SMITH soumis au SEQE, par ailleurs arrêtée depuis octobre 2024), l'exploitant ne sollicite pas de quotas gratuits pour l'année 2025. Il n'a ainsi pas déclaré ses niveaux d'activité pour l'année 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système de contrôle

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des équipements de mesure
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant recense les sources des risques d'erreur dans le flux de données, depuis les données primaires jusqu'aux données finales de la déclaration relative aux données de référence, et établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle efficace pour faire en sorte que les rapports résultant des activités de gestion du flux de données ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan méthodologique de surveillance et au présent règlement.[...] 4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence. Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement. Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.
Constats : D'après la dernière version du plan méthodologique de surveillance, le site dispose d'une alimentation au gaz naturel (GRDF) commune aux 2 sites TARANIS DU ROUVRAY et DS SMITH. Le compteur et le dispositif de convertisseur de volume de gaz sont vérifiés conformément à la réglementation métrologie légale (compteur Instromet n°10300258-2004, validité juillet 2030 et dispositif de convertisseur de volume de gaz de marque MECI modèle CDVIS n°786, validité février 2027). La consommation de gaz naturel du site voisin DS SMITH est déterminée via un compteur (marque COMRON n° 870465/2017, validité février 2029) et un dispositif de convertisseur de volume de gaz (marque ENVOL n° 171427, validité novembre 2026) également contrôlés en métrologie légale. Ainsi, le volume de gaz naturel consommé par TARANIS est calculé par différence des 2 indications. Compte tenu de l'utilisation de compteurs répondant à la réglementation métrologie légale, le niveau de confiance est le plus élevé (a); ce qui est cohérent avec la déclaration des émissions de TARANIS DU ROUVRAY.
Type de suites proposées : Sans suite